

Annapolis, 25 Novembre 2010, Thanksgiving Thursday. Dans les deux lettres précédentes, j'ai commencé à parler du Président américain Herbert Hoover (1929-1933), que Franklin Roosevelt (1933-1945) a battu à plates coutures, empêchant sa réélection. La situation présente me paraît être une reprise imprévue du débat entre ces deux hommes. □

Que disait et faisait le Président Herbert Hoover (1929-1933) ? □ □ □

Hoover dramatisait, sans doute exagérait, le sens des actes de Roosevelt, comme font assez souvent aujourd'hui avec Obama les militants du Tea Party. Ainsi, l'intervention de l'Etat dans la crise économique apparue en 1929 incarnait, disait Hoover, « la même philosophie politique qui a empoisonné toute l'Europe... les fumées du chaudron de sorcières qui bouillait en Russie. » (Leuchtenburg, *Herbert Hoover*, p.139) Dans un style moins dramatique : « La prospérité ne peut pas être restaurée au moyen de raids sur le Trésor public. » (décembre 1930, L., p.112) « Le chemin des budgets en déséquilibre ne peut mener qu'à la ruine. »

Hoover mit en 1931 son veto à la loi Wagner, bipartisane et votée par le Congrès, qui voulait simplement redonner vie à l'United States Employment Service (sorte d'ANPE). Il commenta : « Penser qu'une législation puisse hâter la reprise, c'est comme croire que nous pouvons exorciser un cyclone en rédigeant des lois à son sujet. » (L., p.115)

Il refusa en 1931 de convoquer une session spéciale du Congrès, arguant qu'« il ne voyait rien qui puisse autant perturber le processus de reprise qui est indubitablement en cours. »

Hoover et Roosevelt

Herbert Hoover a pour lui le fait que la politique de Roosevelt n'a rien résolu. En 1940, après huit années de politique que nous dirions « keynésienne », la situation restait toujours aussi médiocre. Mais que faire face à la pauvreté massive ?

Hoover a toujours soutenu que c'était à cause des New Dealers que la crise avait duré jusqu'à la guerre. Peut-être y avait-elle conduit dans une certaine mesure.

La grande différence entre les deux hommes fut dans la politique suivie face à la misère. Hoover s'obstina à la nier, puis continua à la minimiser. Il laissa toute la responsabilité de l'assistance aux autorités locales ou à la bienfaisance privée, au moment même où l'ampleur catastrophique du phénomène appelait une action publique.

On eut le sentiment, sans doute justifié, que l'équilibre budgétaire était plus sacré pour lui que le droit des affamés à la vie. Car il y eut un nombre non insignifiant de gens qui moururent littéralement de faim, à New York et ailleurs. Mais Hoover refusa même un travail statistique sérieux. Enfin, il sembla manifester du début à la fin une indifférence inhumaine au malheur des gens. Lui qu'on appelait « le grand ingénieur » reçut le nouveau surnom de « the great Scrooge ».

Roosevelt, de son côté, par sens politique, mais aussi par pragmatisme, choisit une autre voie. S'il y avait eu un tremblement de terre et que dix millions de personnes fussent sans abri, l'Etat interviendrait sans se demander s'il mettrait par là le capitalisme en question. L'intervention de l'Etat était d'abord pour lui une question de sens commun et d'équité.

Le sens commun et l'idéologie □

Pourtant, malgré sa réserve, due à une sévère éducation dans une famille de quakers et à la tristesse d'être devenu orphelin très jeune, Herbert Hoover n'était pas du tout un homme indifférent. Il s'était fait au contraire une réputation mondiale de bienfaiteur et d'homme de cœur, en étant le responsable américain des approvisionnements alimentaires durant la Première Guerre Mondiale. Et il fut aussi dans sa vieillesse à l'origine de la fondation de l'UNICEF. A sa mort, il fut célébré comme « l'homme qui avait nourri plus de monde et sauvé plus de vies qu'aucun autre homme dans l'histoire (L., p.161).

Comment expliquer dans ces conditions l'exceptionnelle insensibilité d'un tel philanthrope ? Peut-être est-ce face à un tel paradoxe qu'on peut mesurer le désarroi d'une conviction fondamentale confrontée à une apparente réfutation expérimentale. Ou alors peut-être faut-il parler ici de la force de l'idéologie.

Le capitalisme démocratique étant la formule qui marche, il *doit* marcher. Et si l'expérience montre le contraire, elle a tort. Il ne doit pas y avoir de pauvres, donc il n'y en a pas, ou très peu (« minimal actual suffering », L., p.112). Ou alors cette pauvreté, phénomène exceptionnel, a peut-être même une fonction positive.